

HAUTES-PYRENEES

C D D E

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013



Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr

I - Contexte

2013 restera dans les mémoires comme l'année des inondations de juin , qui ont largement touché les Hautes Pyrénées, en particulier notre Vallée des Gaves, qui est le poumon principal de notre tourisme estival (lequel représente plus de 10% de notre PIB). Même si la qualité de la réaction collective a permis de limiter la casse, solidarité montagnarde oblige, (nous détaillerons le rôle du CDDE *infra*), et de redémarrer dans les meilleures conditions possibles dès la mi-juillet, il manque par endroits plusieurs semaines d'exploitation dans les comptes des entreprises touristiques, mais aussi chez les pépiniéristes, les horticulteurs, les entrepreneurs de travaux en montagne...et leurs employés. Quand on ajoute à cette difficulté ponctuelle la crise à bas bruit du tourisme de pèlerinage à Lourdes (-11% de nuitées, comparé à 2012), on comprend beaucoup mieux comment plusieurs milliers d'emplois, au moins saisonniers, ont disparu dans les tourmentes. Ils sont dans nos statistiques du chômage. Cependant notre bilan social collectif en terme d'emploi est moyen, très loin de celui des régions industrielles sinistrées de notre pays : à moitié souriant parce que notre tissu productif diversifié résiste, à moitié triste parce que nous perdons des jeunes actifs.

Au delà des épiphénomènes, l'année 2013 a tenu ses promesses : les mauvaises d'abord, anxiogènes, liées à une conjoncture générale médiocre (mais qui l'est pourtant moins que le moral des Français... étrange mystère auquel nous n'échappons pas, puisque les Hautes-Pyrénées ne sont pas une île !) : malgré l'amélioration nationale faiblement ressentie au deuxième semestre, et la dynamique régionale « aéronautique », nombre de nos indicateurs restent « au rouge ». Rappelons tout d'abord quelques chiffres significatifs de l'activité économique de notre département :

- 1 699 entreprises y ont vu le jour en 2013, en baisse annuelle de 7,3 % (-5,5 % pour Midi-Pyrénées), Cette baisse affecte également les auto-entreprises, qui marquent un léger repli par rapport à 2012.
- la santé des entreprises, mesurée aux dépôts de bilan, reste stationnaire : le nombre de défaillances jugées au cours du dernier trimestre 2013 s'établit à 216, soit une quasi-stabilité trimestrielle et annuelle. La tendance est nettement plus défavorable pour la Région (+6,4 % en un an), mais elle partait d'une meilleure situation initiale.
- le marché du travail est préoccupant : avec 42 750 salariés au total dans le secteur marchand, la baisse de l'emploi est particulièrement sensible pour notre département qui se termine sur un recul annuel de 2,3 % (Midi-Pyrénées : -0,5%). Les secteurs les plus touchés sont la construction et le tertiaire (qui ne joue plus son rôle d'amortisseur), alors que la stabilité de l'emploi industriel est liée en partie à la « bonne santé » de l'industrie aéronautique. La hausse relativement modérée, par rapport à la moyenne régionale, du nombre des demandeurs d'emplois de catégorie A, B et C (4,8 % contre 7,3%) n'empêche malheureusement pas les Hautes-Pyrénées de conserver un taux de chômage comparativement élevé (11,3%, contre 10% en Midi-Pyrénées, chiffres INSEE au 4^e trimestre, et 10,5% en France chiffres septembre 2013 source DARES).

Vient heureusement le temps des nuances, dans des couleurs qui peuvent aller jusqu'au rose franc, au fur et à mesure que l'observateur se rapproche de nos entreprises, et de nos projets : pas de gris uniforme, avec évidemment des secteurs qui ne se sont pas bien portés (automobile, hôtellerie-restauration...), et d'autres qui, au contraire, ont su dégager des

résultats brillants, sur fond d'activité en croissance. Tout le monde pensera à l'aéronautique, à juste titre, mais qui sait que nos (quelques) PME du textile vont bien ? Qui a remarqué les dizaines d'embauches de techniciens hautement qualifiés au Téléport ? Et même dans le secteur du bâtiment, la situation locale n'est pas uniformément mauvaise : les Hautes-Pyrénées restent le seul département de la Région pour lequel le nombre de logements mis en chantier continue de progresser (+17,5 % de 2012 à 2013). Par contre, le nombre de permis de construire commence à décrocher au 4^{ème} trimestre 2013 : là, les difficultés sont devant nous...

Notre situation fait penser à un tableau impressionniste, sur lequel aucune touche de couleur ne permet de présumer de celle de ses voisines. Il faut descendre dans le détail, observer et analyser chaque situation, pour ne pas tomber dans les lieux communs et médiatiques. Le CDDE sait le faire, parce qu'il est proche de son territoire.

Nous n'oublions pas qu'il nous reste de solides raisons d'espérer, enfin, avec le lancement effectif du «Projet de Territoire» par le CG65, et son appropriation progressive par les acteurs dont nous sommes : l'implication du CDDE et de son équipe est significative sur des thèmes comme la diffusion et l'appui technologique aux PME, l'essaimage des projets dormants, le Fond Stratégique Départemental, la coopération avec les territoires voisins, le développement de l' Economie Sociale et Solidaire...Ce travail de fond finira par porter ses fruits, qu'il s'agisse de valeur ajoutée, d'emploi, de démographie pour ce qui concerne les jeunes actifs.

Plus « métier », pour conclure cette introduction, nous avons entamé le long chemin de la numérisation progressive de nos activités, et leur migration à terme vers un modèle ouvert aux plateformes de financement partagé (*crowdfunding*), et aux circuits courts de la création d'activité. C'est désormais l'un de nos grands chantiers en cours.

Comme celui de la consolidation des structures de l'Economie Sociale et Solidaire, que nous entendons pratiquer en rajoutant des moyens au DLA, par le partenariat que nous avons initié avec France Active, pour aboutir à terme à la constitution d'un pôle sectoriel qui regroupera l'expertise et la capacité de financement pour les employeurs de ce secteur.

Avant de proposer nos orientations pour nous projeter dans l'avenir, examinons ensemble, pôle d'activité par pôle d'activité, nos réalisations 2013.

II - Le Pôle Entreprises, Financements et Associations

2013 est une année dense en activité pour l'ensemble des actions du Pôle, avec une mobilisation exceptionnelle de la Plateforme Initiative Bigorre au profit des sinistrés des crues des 18 et 19 juin, grâce notamment à l'engagement exemplaire de ses partenaires financiers qui a permis d'agir vite et efficacement.

L'action d'accompagnement traditionnelle s'est poursuivie :

- dans l'accueil de tous les publics porteurs de projets de création d'activité, parfois seule alternative à la perte d'emploi.
- dans la mutualisation toujours plus affirmée des moyens financiers pour soutenir les projets de développement des PME (Initiative Bigorre, Nacre, Midi Pyrénées Croissance, BPI France, Contrats d'appui Régionaux, Fonds de Prêts d'honneur Régional Innovation FPRI).
- dans la recherche de nouveaux partenaires pour la Plateforme, concrétisée en 2013 par la signature d'une convention avec Initiatives pour une Economie Solidaire (IES), ainsi que l'expérimentation et l'échange de bonnes pratiques avec Midi-Pyrénées Actives pour renforcer son action dans les Hautes-Pyrénées (une convention portant sur les volets TPE et Associations sera signée en 2014).
- dans les actions en direction des entreprises en difficulté.
- dans l'implication auprès des comités techniques des conventions de revitalisation.
- dans l'accompagnement au développement ou à la consolidation de l'activité des associations.

1 - Les actions déployées en faveur des entreprises du secteur lucratif

A - Bigorre Initiative (devenue **Initiative Bigorre**, pour se joindre à la politique de marque du Réseau Initiative France).

- le 1^{er} accueil a concerné 414 porteurs de projets (367 en 2012). Il s'appuie depuis de nombreuses années sur le réseau des partenaires de la création d'entreprises mais aussi sur la présence du CDDE dans les territoires (MCEF et pépinières d'entreprises) dans l'objectif d'une présence de proximité avec le porteur de projet.
- l'accompagnement au titre des prêts d'honneur d'Initiative Bigorre est marqué cette année par un volume important en dossiers et montants engagés, intégrant l'enveloppe exceptionnelle en faveur des sinistrés des crues du 18 et 19 Juin .

Bilan Global

178 projets accompagnés pour un montant de 1 177 260 € L'intervention d' Initiative Bigorre sur les projets a permis de mobiliser 8 171 470 € de prêts bancaires, soit un effet levier de 7, stable par rapport à 2012.

- dont 105 entreprises sinistrées des crues (tous secteurs d'activité) qui ont bénéficié de l'appui du fonds de secours exceptionnel dans la limite d'un prêt d'honneur de 3 000 €, pour un montant de 293 600 € de juillet à octobre 2013. Les partenaires SCALANDES, EDF et CREDIT AGRICOLE ont soutenu cette action, consolidée par ailleurs par les partenaires traditionnels d'Initiative Bigorre, la Région et la CDC.
- et 73 entreprises qui ont bénéficié de l'intervention d'Initiative Bigorre dans sa configuration classique (+1 par rapport à 2012) pour un montant de 883 600 € (à comparer à 871 000 € en 2012, +1%) soit un prêt moyen par entreprise de 12 104 € (12 097 € en 2012). Ces derniers chiffres intègrent 2 entreprises industrielles victimes des crues de juin, qui ont bénéficié d'un soutien exceptionnel en consolidation des dispositifs mis en place par la Région Midi-Pyrénées et la CRCI.

Parmi ces 73, Initiative Bigorre a soutenu 16 projets de développement d'entreprises, représentant un montant d'investissements total de 8 998 000 €, adossé à un programme de consolidation de 128 emplois, et 22 transmissions d'entreprises pour un montant de 240 500 €.

Et huit entreprises en difficultés ont été suivies en partenariat avec les Services de l'Etat, la Banque de France, les partenaires bancaires et BPI France. La mobilisation d'Initiative Bigorre sur ces projets représente 143 000 € (8 entreprises et 123 000 € en 2012).

Hors éléments exceptionnels, ces chiffres traduisent un très léger tassement de notre activité, que nous espérons conjoncturel. Nous sommes attentifs aux évolutions générales de nos marchés dans notre département.

Enfin, l'accompagnement post création par le réseau de bénévoles de la Plateforme a profité à quinze bénéficiaires cette année. Ils s'ajoutent aux 16 parrainages encore en cours, alors que 17 se sont achevés. Notre vivier de parrains reste peu fourni, malgré nos efforts pour l'élargir, constat qui constitue une excellente occasion de remercier ceux qui participent.

Quelques mots pour conclure ce paragraphe sur les actions au travers du réseau régional des Plateformes, Initiative Midi-Pyrénées : au-delà de notre participation habituelle à ses réunions régulières, aux Salons de l'Entreprise et MIDINVEST à TOULOUSE, cette année a été marquée par la mise en place du Fonds de Prêts d'honneur Régional Innovation, créé en partenariat avec la CDC et le Conseil Régional, dont l'objectif est de soutenir les projets innovants accompagnés par les plateformes en Midi-Pyrénées par un prêt d'honneur complémentaire, dans la limite de 80 000 €. Une entreprise prometteuse de notre département (Nimitech à Bagnères) a été la première bénéficiaire de ce nouveau dispositif.

B - Nouvel Accompagnement pour la Création Reprise d'Entreprise (Cofinancement Etat/CDC)

Renouvelé en 2013, le conventionnement pour les trois métiers du dispositif (montage, plan de financement et suivi post création) a atteint ses objectifs avec l'accompagnement de 28 dossiers pour un montant de prêt d'honneur de 204 500 €, dont 8 couplés avec Initiative Bigorre, pour conforter le plan de financement de départ du projet.

Les projets de création dans les dossiers accompagnés représentent cette année 58% du total (53% en 2012) ;

Enfin, 45 bénéficiaires ont été suivis (le parcours se poursuit 3 ans après la création).

C - Midi-Pyrénées Croissance

Trois PME ont été prospectées pour MPC. L'une d'entre elles, en forte croissance sur le marché de la sous-traitance aéronautique, a été financée à hauteur de 400 000 €. Deux autres prospects sont actuellement en phase d'étude pour une intervention en 2014.

Nous assurons par ailleurs le suivi de nos 3 affiliés en portefeuille.

D - Le Bureau de Développement Economique (BDE) Adour

Trois entreprises ont été financées pour 350 000 €, adossés à des financements bancaires traditionnels ; les 3 bénéficiaires 2011/2012 sont là aussi suivis régulièrement.

A noter une fois encore que le mode d'organisation « sans moyens propres » de ce fond important (plus de 15M€), oblige ses membres à l'analyse croisée de leurs dossiers respectifs, ce qui représente pour nous un travail significatif, tout comme les difficultés de gouvernance qu'il a rencontrées en fin d'exercice.

E - Les Contrats d'Appui de la Région Midi-Pyrénées

Le CDDE a poursuivi cette année l'accompagnement des PME locales pour la mise en œuvre des Contrats d'Appui Régionaux en soutien à leurs projets d'investissements innovations, matériels et immobiliers (seul ce dernier volet est traité en collaboration avec le Conseil Général). Huit entreprises sont concernées, pour un montant attribué de 1 018 981 €.

2 - La plateforme RSA (PF RSA) à l'intention des Travailleurs Indépendants bénéficiaires du RSA

Pour l'exercice 2013, l'activité a été soutenue (200% de l'objectif fixé par la convention avec la DSD), mais stable en comparaison de l'année 2012. L'action de la PF RSA en 2013 a été marquée par :

- des améliorations continues afin de tenir compte des exigences des usagers et des évolutions réglementaires. La certification qualité du processus PF RSA en décembre 2013 est révélatrice de ces efforts (l'accent a été mis sur le respect du délai de réponse, la transparence sur les propositions effectuées et l'information aux usagers).
- l'expérimentation d'une nouvelle méthodologie d'accueil des porteurs de projets souhaitant créer leur entreprise : « le speed creating ». Mise en place de réunions collectives avec différents professionnels de la création d'entreprise sur la base d'entretien courts (15 mn) sur une thématique précise (financements, étude de marché, adéquation homme/projet). L'idée est de rendre plus attrayante la présentation des projets des bénéficiaires à des professionnels, et de bénéficier d'une dynamique collective.
- la mise en place de plusieurs outils de communication : plaquette de présentation du RSA à l'attention des Travailleurs Indépendants (travaux menés au sein du Pacte territorial d'Insertion), livret méthodologique sur la création d'entreprise, communication ciblée auprès des bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle Emploi.

Côtés indicateurs chiffrés, on retiendra les points suivants :

- la réception de 537 personnes (548 en 2012), dont 232 nouvelles sur les différentes interventions et champs d'actions de la PF RSA, dont 154 demandes d'entrée (155 en 2012), 85 porteurs de projet en parcours avant création (91 en 2012), 151 Travailleurs Indépendants en début d'activité pour évaluation de leurs ressources (124 en 2012), et 147 bénéficiaires installés « en stock » (182 en 2012), dont 122 vus lors de l'audit (130 en 2012).
- pour aboutir à 38 bénéficiaires immatriculés parmi les 85 porteurs de projet accueillis. Le taux d'installation est conforme à ce qui a pu être constaté les années antérieures (45 % en 2013, 42 % sur les 3 dernières années).

187 bénéficiaires du RSA sont sortis du RSA socle au 31/12/2013 sur les 537 accueillis. Le taux de sortie du RSA socle à un an est remarquable (35 % en 2013, à titre de comparaison, on enregistrait un taux de sortie à un an de 11 % pour la cohorte 2011), mais demande à être étudié avec plus de recul, pour tenir compte d'éventuels retours ultérieurs dans le dispositif.

L'étude d'impact mise en place cette année 2014 devra nous éclairer sur les raisons de ces sorties. Il convient tout de même de mentionner que le taux de sortie du dispositif RSA pour les Travailleurs Indépendants vus par la PF RSA oscille entre 45% et 50% à 2 ans, si on se réfère aux études d'impact menées depuis 2008.

Les prêts BISE

27 dossiers (21 en 2012) ont été financés pour 64 500 € engagés (41 500 € en 2012). La désaffectation de l'APRE a mécaniquement fait augmenter l'intervention du fonds BISE (2 388 € de prêt en moyenne contre 2 000 € en 2012) et fait supporter un risque plus important sur le fonds (remboursement de 82 % en 2013 contre 90 % en 2012). Le contexte économique, dans lequel les petites entreprises de service ont du mal à résister à la crise, explique probablement une bonne part de cette dégradation qui reste limitée.

3 - Le Dispositif Local d'Accompagnement

En 2013, les pilotes nationaux ont finalisé les projets stratégiques 2014 des différents DLA. Après quelques difficultés liées essentiellement à notre périmètre départemental, le principe de réalité a prévalu, et le CDDE a été retenu, dans le cadre d'un appel à projet, pour continuer d'animer le DLA des Hautes-Pyrénées pendant la période 2014/2016.

Nos partenaires

Afin de renforcer la qualité du DLA, nous tissons des partenariats avec d'autres acteurs pour

- démultiplier les moyens d'accompagnement avec des cofinancements supplémentaires (+15 000 €): l'Unifaf, la CPCA, la CAF et le DLA Régional
- partager nos diagnostics avec eux (DDCSPP, CG, GIP CUCS, CAF), en particulier dans des situations complexes de crise (Aide Bigourdane à Domicile, Aide Bigourdane aux Mères et aux Familles) ou de besoin récurrent (sectoriel ou territorial), qui demandent une réponse renforcée et collective.

Les accompagnements 2013

Au total 30 ingénieries individuelles et collectives (33 en 2012) ont été mises en œuvre auprès de 44 structures d'utilité sociale employeuses (37 en 2012), dans une enveloppe de 94 338 € (95 366 € en 2012). Le budget moyen par accompagnement est de **3 993 € pour 4 jours** d'intervention collective et **2 836€ pour 3 jours** d'intervention individuelle.

Nous avons, en règle générale, dépassé les objectifs quantitatifs fixés en début d'année.

		Nb. Structures			Ingénieries	Nb. Structures			Nb. Ingénieries			
		Obj	Réalisé	%		Obj	Réalisé	%	Obj	Réalisé	%	
Convention triennale 2011/2013	Accueillies	23	19	83	Individuelles	18	17	94	22	22	100	
	Diag	36	34	94		dont Suivi Post-Acpt						
	-dont Pré-Acpt	22	26	118	Collectives	16	34	213	4	8	200	
	-dont Suivi Post-Acpt	14	14	100								
	Avenant n°3										Obj	Réalisé
	Structures Accompagnées									40	53	133
	Structures Bénéficiaires d'un Suivi Post Accomp									15	14	93

Toutes les interventions du DLA ont pour ambition de consolider les activités, de professionnaliser les moyens humains et, in fine, de pérenniser les emplois. Pour autant, leur « angle d'attaque » est différent selon la problématique de la structure accompagnée. Ils ont principalement relevé en 2013 des catégories suivantes :

- consolidation et développement du partenariat,
- pilotage économique, financier
- modèle organisationnel,
- mutualisation

Parmi les accompagnements marquants de l'année, on retiendra :

- l'organisation (en lien avec l'ADAC) d'une **rencontre collective interdépartementale** (Gers et Hautes-Pyrénées), pour aborder le partenariat entre les associations et les collectivités des secteurs enfance et jeunesse sous l'angle juridique et relationnel (70 participants),
- des interventions importantes pour aider des associations à analyser les difficultés organisationnelles et redéfinir le fonctionnement et le pilotage (Récup' Action, ABAD/ABAM),
- la construction d'un accompagnement collectif d'associations sportives pour améliorer leur fonctionnement comptable et consolider leur capacité de gestion économique et financière,
- des situations de crise financière graves qui ont demandé des interventions urgentes pour analyser la situation financière et définir un plan de sauvetage,

- la poursuite de l'accompagnement des « fiançailles » plus ou moins volontaires des 4 associations de service à la personne dont 3 structures d'insertion (Défi Emploi, Entraide Services, B2I).

Les bénéficiaires d'ingénieries

L'ensemble des structures accompagnées emploient au total **1 684 personnes** (567 ETP) et interviennent principalement dans les secteurs : enfance, jeunesse, sport, insertion, emploi, culture, service à la personne.

Les secteurs les plus employeurs sont logiquement ceux auxquels nous consacrons le plus de moyens.

Secteur d'activité	Effectif Total	dont CDI	dont CDD	TOTAL ETP
Autre	5	5	0	1,0
Culture	19	5	14	5,3
Développement local	3	3	0	2,8
Education, formation	34	3	31	3,2
Famille, enfance, jeunesse	191	65	144	92,5
Insertion, emploi	830	47	783	252,3
Logement, cadre de vie	9	8	1	8,0
Loisirs	66	24	42	15,0
Médiation	4	2	2	3,8
Prévention, justice	6	4	2	0,8
Services aux personnes	484	276	208	168,3
Sport	33	16	17	13,8
TOTAL	1684	458	1244	566,8

III - Le Pôle Collectivités, Marketing Territorial et Innovation

1 - L'appui aux collectivités et aux territoires :

L'équipe (restreinte, 2 personnes, appuyées parfois par les deux autres pôles) :

- conseille et accompagne les collectivités (principalement les EPCI) pour l'exercice de leur compétence économique au travers de leurs projets structurants : zones d'activités, bâtiment d'accueil, hôtels d'entreprises..., appui aux entreprises (projets endogènes ou exogènes), et promotion du potentiel d'accueil. Quelques exemples :
 - le Syndicat Mixte Pyrénia, avec les dossier ZAC (assistance au maître de l'ouvrage), aéroport, low costs, Pyrene Envol, TARMAC Aerosave,...
 - la CC du Canton d'Ossun, le suivi des projets des entreprises du territoire comme Salaisons de l'Adour, Aria...
 - la CC du Pays de Lourdes, le projet d'extension de la zone du Monge.
 - la CC de la Vallée de Saint-Savin, le projet d'hôtel d'entreprises et de réhabilitation des ZAE.
 - la CC de la Vallée d'Argelès-Gazost, les pôles d'Agos-Vidalos et de Villelongue...
- participe aux grands projets initiés par le Conseil Général : le projet de territoire (participation et animation de plusieurs ateliers), Plan Climat Energie Territorial.
- expertise, en amont des interventions financières du Conseil Général, des projets liés à l'accueil et au développement d'entreprises endogènes et exogènes (bâtiments principalement, en 2013 Ségnéré, Cérafast, ou Mécamont Hydro ...).
- répond « à la carte » aux questions juridiques en lien avec les contrats des collectivités (baux, structures de portage, projets de cahier des charges...).
- coopère avec les services de l'Etat et/ou de la Région, au nom ou en représentation du CG65, sur différents sujets : revitalisation industrielles (AMEX, BOSTIK et CFDB), pilotage des grands projets du territoire (Primes, ENIT, PIC...).

Quantitativement, cette mission s'est traduite par la participation (réunion, préparation, recherches documentaires, rédactions,...) du CDDE à plus de 100 affaires en 2013 (comme en 2012), aux côtés des collectivités, et de nos partenaires de l'ensemble du département.

Enfin, deux demandes d'actualisation des STIE (Schémas Territoriaux d'Infrastructures Economiques) sont également intervenues en 2013 pour le Pays des Gaves et celui du Val d'Adour ; elles sont en cours de réalisation.

On rappellera pour mémoire l'important travail du pôle en 2013 pour la rédaction des nouveaux statuts du CDDE, et de la nouvelle convention d'objectifs et de moyens qui le lie au CG65.

2 - Autour de l'innovation

Le CDDE porte une démarche générale de soutien à l'innovation au travers de nombreuses actions : leur point commun est d'apporter l'expertise de certains des membres de l'équipe au Conseil Général ainsi qu'aux entreprises des Hautes-Pyrénées.

Il sensibilise à la création et au transfert de technologies les dirigeants (actuels et futurs), par exemple lors de la journée « l'innovation au service des entreprises » (organisée par le Grand Tarbes). Les enseignants-chercheurs et les étudiants (ENIT,IUT...) sont contactés lors des cours « création d'entreprise ».

Membre d'Aerospace Valley et Relais départemental du Pôle de Compétitivité Agri Sud-Ouest Innovation (ex-Agrimip), il a animé à l'automne 2013 avec ses partenaires une demi-journée « rencontres de l'innovation » sur le thème « circuits courts : répondre aux attentes du marché par l'innovation ». Elle a rassemblé une quarantaine de personnes pour des échanges avec 7 intervenants professionnels.

A noter que les activités de la grappe céramique PIC, Pyrénées Industries Céramiques, dans laquelle nous étions impliqués, ont cessé à la fin 2013. Elle n'a pas trouvé le modèle économique permettant sa survie moyennant une participation financière des entreprises intéressées.

Les missions particulières du CDDE dans le domaine de l'innovation ont consisté en :

L'instruction, l'expertise et le montage de projets pour présentation au Fonds Innovation Recherche du Conseil Général des Hautes-Pyrénées

Le FIR a poursuivi le financement de 3 thèses en 2013, et le Comité d'Agrément a validé un nouveau projet. Budget 66 928 €. Cette année 2013 marque le point bas pour le nombre de dossiers présentés. L'inflexion se produit dès le début 2014 : 7 projets expertisés par le CDDE en fin d'année ont été présentés au Comité d'Agrément FIR en février 2014, et 5 sélectionnés.

Entre 2010 et 2013, le nombre de projets des entreprises éligibles au Fonds Innovation Recherche a baissé. Cette réduction du nombre de dossiers est assez largement corrélée à un effet de cycle des recherches, mais aussi des embauches, au sein de la plateforme d'innovation PRIMES, pour ALSTOM Transport.

Le Comité d'Agrément FIR a néanmoins validé en 2013 le financement jusqu'à 4 ans de 4 projets d'un nouveau type, émanant des Pôles de Compétitivité (Aerospace Valley et Agri Sud-Ouest Innovation). Ces projets « FUI » (Fonds Unique Interministériel) sont collaboratifs entre plusieurs entreprises et laboratoires de recherche. Ils sont structurants pour nos PME engagées, et nous en espérons une certaine diversification pour leurs marchés, appuyée sur l'innovation.

Le financement d'entreprises innovantes

Le CDDE a accompagné une entreprise innovante pour un financement Initiative Bigorre classique. Son dossier a également été le premier retenu par le nouveau Fonds de Prêts d'honneur Régional Innovation (FPRI), financé par la Région Midi-Pyrénées et la Caisse des Dépôts et Consignations, qui est appuyé sur Initiative Midi-Pyrénées.

Bien sûr, l'équipe continue d' assister les entreprises des Hautes-Pyrénées dans leurs relations avec les différentes instances, comme la Région Midi-Pyrénées pour les Contrats d'Appui

Innovation, BPI France (ex-Oséo), Midi-Pyrénées Innovation (dont le CDDE est correspondant technologique pour le Département) pour la Prestation Technologique de Réseau, ainsi que pour leur participation au salon Mid'Innov.

3 - Le développement exogène

Avec Midi-Pyrénées Expansion

Pour ce qui concerne notre partenariat avec Midi-Pyrénées Expansion (MPE), les tendances identifiées dès 2008 se confirment : en 2013, 21 fiches projets (contre 30 en 2012, et 67 en 2011) ont été transmises par MPE aux partenaires départementaux. Le CDDE a, pour le compte de toutes les collectivités des HP, élaboré et transmis 10 propositions d'accueil ciblées. Nous avons accueilli un seul nouveau prospect exogène identifié par ce canal. Le suivi des projets d'implantation/extension identifiés précédemment se poursuit.

Le nombre de prospects exogènes diminue donc d'une année sur l'autre, et en plus ils se polarisent sur l'agglomération toulousaine. L'investissement des entreprises étrangères tend à disparaître du territoire national, à l'exception de quelques pôles incontournables dans leur secteur. A notre niveau, nous ne pouvons que le constater, et expliquer que la distorsion importante entre notre vécu de terrain et la communication nationale optimiste de l'AFII à ce sujet s'explique principalement par la prise en compte, ou non, des rachats d'entreprises existantes au titre de ces investissements, et accessoirement par les investissements commerciaux (KFC au bord de la rocade Ouest de Tarbes est un investissement étranger du groupe Yum-PepsiCo selon cette comptabilité).

Nous avons porté l'offre départementale du 24 au 26 septembre 2013, en étant présents sur le stand régional (MPE) au salon aéronautique MRO de Londres (Entretien & Réparation, le plus important en matière de maintenance en Europe). La délégation de Midi-Pyrénées était représentée par une vingtaine d'entreprises dont AAA, ADHETEC et TARMAC AEROSAVE, et des acteurs territoriaux (MPE, CDDE, Pyrenia, COGEMIP, CCIR). Il s'agissait de la sixième mission collective pour le salon MRO organisée par MPE. La participation du CDDE permet de crédibiliser à l'international nos capacités d'accueil, nos compétences techniques, ainsi que les synergies envisageables avec les industries des Hautes-Pyrénées.

Quelles autres cibles exogènes envisager ?

Notre offre territoriale limitée ne peut pas structurellement être visible des grands groupes étrangers. C'est sur la base de ce constat que nous jouons résolument la carte régionale sur cette cible.

Il nous reste (cf orientations 2014) celle des entreprises et projets plus petits, si possible avec des contenus innovants. Dans le cadre du projet de territoire, avec les moyens d'un accompagnement renforcé, un dispositif de bourses pour ces porteurs de projets va être proposé tant aux collectivités (au premier rang desquelles le CG65) qu'au CA du CDDE, pour renouveler notre portefeuille d'entreprises à créer.

4 - Les différentes actions de communication du CDDE

Notre site internet www.cdde65.fr.

- 8034 visiteurs en 2013, soit 29 094 pages vues.
- Gestion des contacts directs via le formulaire « Contact » du site internet (demandes de RV ou d'informations économiques).

La réalisation et la diffusion de la Newsletter du CDDE

- 3 Newsletters en 2013

La collaboration avec le Conseil Général

Notamment, la rubrique « portraits » de chefs d'entreprises pour le « **Magazine des Hautes-Pyrénées** » : le CDDE réalise les interviews, et rédige les articles proposés au service communication du Conseil Général (18 articles au total en 2013).

Des actions diverses

- pour l'ADEM (Association Départementale d'Economie Montagnarde), la participation à l'événement annuel « Les Rencontres Pyrénéennes » :
 - la conception des invitations et affiches
 - la mise en page du livre des actes des Rencontres Pyrénéennes (52 pages)
- pour Initiative Midi-Pyrénées (dont Initiative Bigorre est membre)
 - conception d'outils de promotion pour les salons et manifestations (plaquette, totem...)
 - réalisation des documents pour l'Assemblée Générale (rapport annuel, fiches témoignages...)
 - relations presse (participation au lancement du Fonds Régional Innovation, lors de Midinvest...)
- pour la couveuse agricole de Maubourguet l'aide à la conception d'une plaquette de communication, aux côtés de Villages Accueillants et de Crescendo, afin de faire connaître l'outil par les porteurs de projets horticoles et maraîchers. Large diffusion sur le réseau des prescripteurs (Chambre d'agriculture, GAB, organismes de formation...).

DéciElec 2013

Le CDDE a organisé la convention d'affaires et le colloque DéciElec, qui ont eu lieu les 17 et 18 avril au Parc des Expositions de Tarbes. Dans un contexte morose peu favorable à la communication, DéciElec reste un rendez-vous professionnel reconnu et apprécié, d'après enquêtes qualitatives réalisées par notre prestataire, ABE.

Le CDDE a piloté directement l'ensemble des opérations de communication autour de l'événement : conférence et insertions presse, réalisation du stand partenaires, organisation de l'espace WEB TV, Cdroms des interviews...

- 245 sociétés présentes à la convention d'Affaires, soit 400 personnes physiques

- 108 prestataires, soit 161 personnes physiques
- et 105 donneurs d'ordres, soit 134 personnes physiques, qui ont participé à 4080 rendez-vous d'affaires durant le Salon.
- 8 exposants étrangers directs
- 12 sociétés de groupes étrangers représentés par leur filiale installée en France
- 15 entreprises « visiteurs », dont 3 sociétés étrangères

IV - Le Pôle Etudes et Recherches

Outil d'aide à la décision par la connaissance de l'économie locale et de son développement, les principales missions du Pôle Etudes et Recherches consistent à :

- aider et assister les territoires du département
- conseiller les principaux acteurs du développement
- collecter et valoriser l'information pour au final, l'analyser et la diffuser.

Nous mobilisons pour cela de très nombreuses sources d'information ouvertes (INSEE, DGFIP, DREAL...), souvent par le biais de partenariats.

1 - Une ressource pour le développement territorial

Réalisation de diagnostics

Le Pôle a mené par ses moyens propres des études spécifiques sur des caractéristiques socio-économiques, et les perspectives d'évolution de certains territoires :

Réactualisation du Diagnostic du Pays des Nestes (mars 2013)

Les Etudes et Recherches ont accompagné le Pays des Nestes pour la préparation du renouvellement de la convention territoriale 2014-2020, et actualiser l'état des lieux du territoire sur les thématiques : démographie, activités économiques, emploi et formation, habitat et logement, pour alimenter les élus en données leur permettant d'élaborer une démarche stratégique d'aménagement et de développement.

Diagnostic Enfance-Jeunesse, Communauté de Communes de la Vallée de la Barousse (juin 2013)

Dans le cadre de la convention pluriannuelle qui nous lie à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), la CCVB, qui souhaite le renouvellement de son contrat avec cette dernière, et qui est confrontée aux évolutions qui apparaissent sur son territoire depuis quelques années, a fait appel au Pôle pour réaliser son nouveau diagnostic Enfance-Jeunesse, dans une approche principalement économique et sociale. Une enquête auprès des collégiens de Loures Barousse par questionnaire, avec le traitement des données recueillies, l'a utilement complété.

En s'appuyant sur ces différents résultats, la CAF a ensuite validé l'instauration prochaine d'un Point Information Jeunesse, la création d'un local pour adolescents, et le financement d'un poste de coordinateur.

Projet de logements intergénérationnels pour la Communauté de Commune Neste-Baronnies

Pour s'adapter à sa croissance démographique, accompagnée d'un vieillissement marqué de sa population, la Communauté de Communes Neste-Baronnies a rassemblé en son centre de multiples commerces et services de proximité. Les élus souhaitent accompagner cette dynamique par la création d'une « unité de vie intergénérationnelle », plus précisément des logements aménagés pour des personnes âgées en perte d'autonomie, associés dans le même lieu à d'autres destinés également à des personnes plus jeunes et des familles.

Le pôle collecte les données démographiques et comportementales qui permettront aux élus communautaires d'évaluer la pertinence d'un tel projet.

Assistance et soutien technique

Le Pôle a apporté un appui méthodologique et son expertise pour :

Le projet de territoire de la Communauté de Communes du Canton d'Ossun (CCCO) dans :

- le diagnostic territorial
- les enquêtes auprès de la population, des communes, des associations, et des salariés travaillant sur le territoire communautaire
- l'analyse des données recueillies
- la présentation publique de la démarche, et de ses premiers résultats

La réalisation d'états des lieux intégrés dans les Schémas Territoriaux d'Infrastructures Economiques (STIE)

Voir paragraphe *supra*, dernier alinea : l'équipe du CDDE (pôles Collectivités et Etudes et Recherches a actualisé les STIE du Pays des Gaves (septembre 2013), et du Pays du Val d'Adour (novembre 2013).

La collaboration avec les trois Maisons Communes Emploi Formation (MCEF)

- avec la participation aux publications semestrielles des MCEF de Bagnères de Bigorre et de Tarbes (juin et septembre 2013)
- et la présentation aux professionnels de l'emploi et de la formation du territoire couvert par la MCEF de Tarbes, au travers de ses principales variables économiques, sociologiques et démographiques

Le partenariat avec l'Observatoire Départemental de l'Habitat et du Logement

Le Pôle a participé aux réunions techniques, et aux comités de pilotage, de cet Observatoire mis en place par la Direction Départementale des Territoires (DDT), qui propose à tous ses partenaires de mettre en commun leurs informations, pour permettre l'analyse des problématiques actuelles et futures de l'habitat.

La production d'informations touristiques

- avec l'assistance à l' Office du Tourisme Grand Tourmalet pour l'analyse et mise en forme des relevés journaliers de fréquentation dans le cadre de sa démarche qualité
- le suivi de l'étude des Grands Sites des Hautes-Pyrénées (confiée à Trace-TPI), à propos de la répartition des flux entre les quatre grands sites
- la communication de la fréquentation des sites de visite du département à Atout France
- la participation à l'enquête nationale de conjoncture estivale (Atout-France, RN2D et offices du tourisme)
- l'alimentation de la base nationale de données des hébergements touristiques
- et enfin la collaboration avec l'INSEE pour le volet « offre d'hébergement » des enquêtes hôtellerie, et hôtellerie de plein air

Participation, assistance et soutien technique au Conseil Général

Pour le «Projet de Territoire» des Hautes-Pyrénées

- l'élaboration de tableaux chiffrés détaillés et complets pour chaque territoire infra-départemental identifié par « la Clé Proactive », cabinet en charge de l'accompagnement de la démarche.
- la participation à de nombreux ateliers territoriaux ou thématiques

Pour le choix d'indicateurs (FSE) (juin 2013) nécessaires pour la construction de la « clé de répartition » de la future enveloppe FSE entre les départements de Midi-Pyrénées.

2 - La veille sur le tissu économique local, la diffusion des informations

Le pôle centralise et diffuse l'information pour un large public : entreprises, étudiants, enseignants.....

Mise à jour et gestion de nombreuses bases de données

sur des thématiques diverses (démographie, économie, emploi, social..) et actualisées en continu, par exemple la base de données SIRENE de l'INSEE des entreprises du département.

La diffusion de l'information, les publications sur notre site Internet

Nous mettons à disposition des outils de travail pour tout public désirant se documenter dans les domaines économique et touristique, avec :

- le Point sur l'Economie, et le Point sur le Tourisme, qui rassemblent les principales données structurelles pour comprendre les évolutions annuelles de notre territoire.
- la compilation et l'analyse des données touristiques publiées dans les autres publications, pour répondre aux demandes ponctuelles des professionnels du département, en particulier pour conseiller les porteurs de projets, et consolider leurs projets d'investissement par la fourniture d'informations fiables.

Le Pôle a reçu 144 demandes de ce type en 2013 (i.e. 2012), réparties de la manière suivante par type de public :

Collectivités locales, élus	19,4 %
Structures du tourisme	18,8 %
CDDE (demandes transversales)	14,6 %
Autres partenaires (INSEE, CCI....)	11,8 %
Etat/Région	10,4 %
Particuliers	9,0 %
Créateurs d'entreprises	8,3 %
Bureaux d'études	4,9 %
Entreprises	2,8 %

V - La Qualité

L'audit de renouvellement de notre certification qualité par Bureau Veritas Certification s'est déroulé les 19 et 20 décembre 2013 : aucune non-conformité (majeure ou mineure) n'a été relevée, notre certification ISO 9001 version 2008 est donc reconduite pour 3 ans.

Cet audit a constaté les points forts de notre système de management qualité :

- les résultats obtenus en termes de satisfaction des clients, de contribution au développement économique local sont probants au regard des enquêtes réalisées et du caractère ponctuel des réclamations. Les objectifs fixés dans le cadre de la convention tri-annuelle avec le Conseil Général des Hautes Pyrénées sont dans leur ensemble atteints.
- ces résultats reflètent l'engagement de la direction et l'implication de l'équipe dans la maîtrise des activités opérationnelles, avec l'appui d'une gestion affirmée des compétences, et d'un applicatif informatique qui assure l'identification et la traçabilité des événements et actions menées.
- le processus d'amélioration continue est enrichi par une animation régulière de la démarche (réunions qualité, revue de direction).

Les principaux points à améliorer sont les suivants :

- le tableau de planification des actions qualité doit être plus précis.
- la Revue de Direction n'est pas assez explicite à propos des impacts éventuels de l'évolution de la convention triennale avec le Conseil Général sur le Système de Management Qualité.
- peu de remontées d'informations (propositions d'amélioration, déclarations de dysfonctionnement), dans le cadre du système, qui ne soient pas d'origine « externe » (réclamations clients, audits internes ou externes, ...).

VI - La Gestion des Ressources Humaines

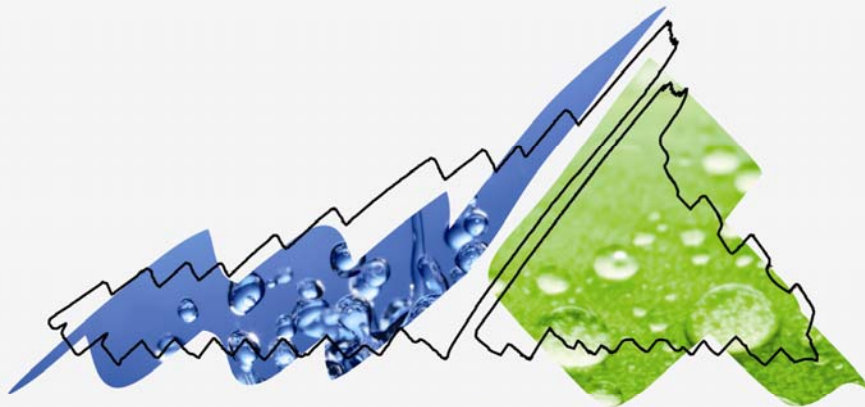
La formation du personnel

223 heures/stagiaires de formation ont été dispensées auprès du personnel du CDDE en 2013. Le plan de formation a été établi suite aux entretiens annuels d'évaluation.

Nous continuons d'améliorer le niveau de l'équipe, tout en renforçant sa polyvalence.

Les évolutions dans l'équipe

L'année 2013 nous a conduit à remplacer à titre provisoire Madame Ilham Jamoui par Monsieur Fabien Cazaux. Sa présence nous permet d'anticiper quelque peu le départ en retraite de Madame Annie Izans au début de 2014.



HAUTES-PYRENEES

C D D E

RAPPORT FINANCIER 2013



Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr

Bilan Actif

	Exercice du 01/01/13 au 31/12/13	Exercice du 01/01/12 au 31/12/12	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
ACTIF IMMOBILISE	Valeur nette	Valeur nette		
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires		0.02	-0.02	-100.00
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels				
Autres immobilisations corporelles	32 870.31	25 008.98	7 861.33	31.43
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Financières (2)				
Participations	30 000.00	30 000.00		
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 981 097.29	2 712 298.08	268 799.21	9.91
Autres immobilisations financières	148.14	148.14		
TOTAL (I)	3 044 115.74	2 767 455.22	276 660.52	10.00
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Personnel et comptes rattachés	167.97	167.97		
Autres	273 902.20	304 446.00	-30 543.80	-10.03
Valeurs mobilières de placement	780 089.09	595 435.94	184 653.15	31.01
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	657 726.62	1 505 905.17	-848 178.55	-56.32
Charges constatées d'avance (3)	2 334.00	10 563.40	-8 229.40	-77.90
TOTAL (III)	1 714 219.88	2 416 518.48	-702 298.60	-29.06
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	4 758 335.62	5 183 973.70	-425 638.08	-8.21
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an				

Bilan Passif

	Exercice du 01/01/13 au 31/12/13	Exercice du 01/01/12 au 31/12/12	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
FONDS ASSOCIATIFS				
Fonds propres				
Fonds associatif sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées	3 381 759.98	3 380 235.13	1 524.85	0.05
Autres réserves				
Report à nouveau	-67 932.83	-69 539.15	1 606.32	2.31
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-34 930.23	1 606.32	-36 536.55	
Autres fonds associatifs				
Fonds associatif avec droit de reprise	1 214 237.44	1 559 023.42	-344 785.98	-22.12
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'invest. sur biens non renouvelables par l'org.				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
TOTAL (I)	4 493 134.36	4 871 325.72	-378 191.36	-7.76
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	28 000.00	25 000.00	3 000.00	12.00
TOTAL (III)	28 000.00	25 000.00	3 000.00	12.00
Fonds dédiés				
Sur subventions de fonctionnement				
Sur autres ressources				
TOTAL (IV)				
DETTES				
Dettes financières				
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	421.26		421.26	
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes d'exploitation				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 429.33	95 604.89	-26 175.56	-27.38
Personnel et comptes rattachés	59 508.00	56 997.00	2 511.00	4.41
Dettes fiscales et sociales	107 842.67	135 046.09	-27 203.42	-20.14
Redevables créditeurs				
Dettes diverses				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (V)	237 201.26	287 647.98	-50 446.72	-17.54
Ecart de conversion passif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	4 758 335.62	5 183 973.70	-425 638.08	-8.21

Compte de Résultat

		Du 01/01/13 au 31/12/13	Du 01/01/12 au 31/12/12	Variation N / N-1	
				en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (biens et services)	645.52	2 375.36	-1 729.84	-72.82
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation	1 415 027.00	1 372 585.50	42 441.50	3.09
	Reprises sur amortissements, provisions, transfert de charges	21 442.39	32 360.04	-10 917.65	-33.74
	Cotisations				
	Autres produits				
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		1 437 114.91	1 407 320.90	29 794.01	2.12
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation des stocks de marchandises				
	Achats stockés d'approvisionnements				
	Variation des stocks d'approvisionnements				
	Autres charges externes	354 980.34	328 780.32	26 200.02	7.97
	Impôts, taxes et versements assimilés	77 848.57	77 141.00	707.57	0.92
	Rémunérations du personnel	678 567.44	698 926.56	-20 359.12	-2.91
	Charges sociales	347 688.79	347 269.73	419.06	0.12
	Dotations aux immobilisations : dotations aux amort.	10 193.32	13 536.34	-3 343.02	-24.70
	Dotations aux amortissements et dépréciations				
	Sur immobilisations : dotations aux dépréc.				
	Sur actifs circulants : dotations aux dépréc.				
	Dotations aux provisions	3 000.00	10 000.00	-7 000.00	-70.00
Subventions accordées par l'association					
Autres charges					
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)		1 472 278.46	1 475 653.95	-3 375.49	-0.23
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)		-35 163.55	-68 333.05	33 169.50	48.54
Opérations en commun, Bénéfice attribué ou Perte transférée (III)					
Opérations en commun, Perte supportée ou Bénéfice transféré (IV)					
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances				
	Autres intérêts et produits assimilés	43 005.32	51 314.18	-8 308.86	-16.19
	Reprises sur provisions et transferts de charges	81 019.84	80 078.69	941.15	1.18
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	229.10	56 183.33	-55 954.23	-99.59
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)		124 254.26	187 576.20	-63 321.94	-33.76
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	76 300.66	82 775.95	-6 475.29	-7.82
	Intérêts et charges assimilées	48 909.05	31 958.97	16 950.08	53.04
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)		125 209.71	114 734.92	10 474.79	9.13
RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)		-955.45	72 841.28	-73 796.73	-101.31

Compte de Résultat

		Du 01/01/13 au 31/12/13	Du 01/01/12 au 31/12/12	Variation N / N-1	
				en valeur	en %
PRODUITS EXCEPTIONN.	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	9 678.96	14 573.46	-4 894.50	-33.59
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 150.00	250.00	5 900.00	
	Reprises sur provisions et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		15 828.96	14 823.46	1 005.50	6.78
CHARGES EXCEPTIONN.	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 544.82	17 336.04	-10 791.22	-62.25
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	8 095.37	389.33	7 706.04	
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		14 640.19	17 725.37	-3 085.18	-17.41
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)		1 188.77	-2 901.91	4 090.68	140.97
Participation des salariés aux résultats (IX)					
Impôts sur les bénéfices (X)					
SOLDE INTERMÉDIAIRE $\frac{(I + III + V + VII) - (II + IV + VI + VIII + IX + X)}$		-34 930.23	1 606.32	-36 536.55	
+ REPORT DE RESSOURCES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS					
ENGAGEMENTS	Sur apports				
	Sur subventions de fonctionnement				
	Sur dons manuels				
	Sur legs et donations				
- ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES					
TOTAL DES PRODUITS		1 577 198.13	1 609 720.56	-32 522.43	-2.02
TOTAL DES CHARGES		1 612 128.36	1 608 114.24	4 014.12	0.25
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-34 930.23	1 606.32	-36 536.55	
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS	Bénévolat	30 450.00	34 200.00	-3 750.00	-10.96
	Prestations en nature	181 246.00	215 155.00	-33 909.00	-15.76
	Dons en nature				
TOTAL PRODUITS		211 696.00	249 355.00	-37 659.00	-15.10
CHARGES	Secours en nature				
	Mise à disposition gratuite de biens et services	181 246.00	215 155.00	-33 909.00	-15.76
	Personnel bénévole	30 450.00	34 200.00	-3 750.00	-10.96
TOTAL CHARGES		211 696.00	249 355.00	-37 659.00	-15.10
TOTAL		-34 930.23	1 606.32	-36 536.55	

Nous arrêtons les comptes 2013 sur un résultat d'exploitation positif de 13 979 €. Cependant, nous constatons des pertes définitives sur nos prêts de 48 909 €. Notre résultat « consolidé » est donc déficitaire de 34 930 €. Nous proposons à l'AG d'imputer les pertes sur prêts directement sur nos fonds associatifs (ceux avec lesquels nous prêtons aux porteurs de projet avec Initiative Bigorre), et d'affecter notre résultat d'exploitation à notre compte de report à nouveau.

En ligne avec notre constat des quelques dernières années, les pertes sur prêts ont augmenté de 50 %, et représentent à peu près 1,7 % du total de nos encours en rythme annuel. Sans équivoque, c'est la marque désagréable de la conjoncture.

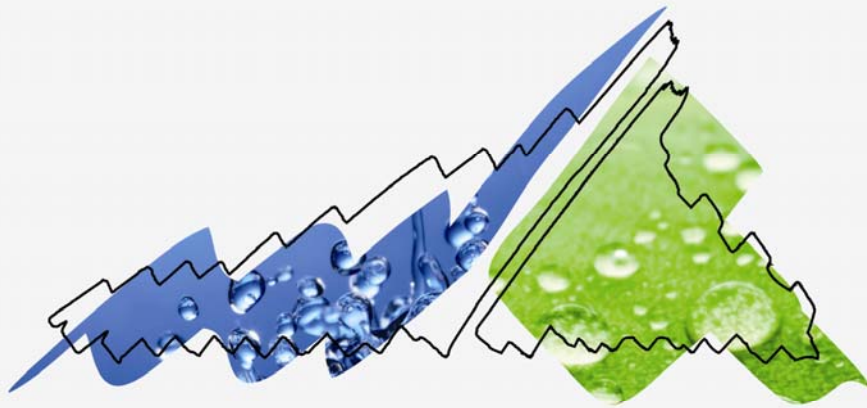
Pour mémoire, le total de nos pertes antérieures de 2009 (début de la crise financière) à 2012 inclus, se monte à 249 980 €. A cette cadence, nous courrons le risque d'enregistrer 9,5 % de « casse » totale sur la génération actuelle des prêts, presque le double de ce à quoi nous avons été habitués... Cette somme est elle aussi susceptible d'être imputée sur nos fonds associatifs, dont elle représente 5,5 %. Nous n'avons jamais procédé ainsi à ce jour (hormis en 2008, pour la part qui relève des fonds qui nous ont été confiés par la CDC, qu'elle a compensés) : mais nos ressources figées, et des partenariats plus difficiles à nouer, ne permettent plus de compenser ces pertes sur prêts par notre résultat courant (d'autant qu'il est lui-même minoré par l'érosion du montant de nos produits financiers (36 487 € en 2013 (nets de provisions) vs 51 314 € en 2012. A terme (nous ne sommes pas dans l'urgence), si le fond de prêts n'est pas doté à nouveau de manière spécifique pour maintenir sa capacité d'intervention, se poseront donc conjointement les deux questions du nombre et du montant moyen de nos prêts.

Dans le détail des comptes 2013, hors Décielec organisé tous les deux ans, nos recettes sont quasi stables (1 325 k€ vs 1 372 k€ en 2012, qui intégraient 39 k€ de produits exceptionnels non renouvelables (Péchiney-Rio Tinto, etc).

Enfin, nos coûts sont maîtrisés, comme en témoignent la réduction de la masse salariale (- 20 k€), et des économies d'au moins 20 % sur les postes carburant, voyages ou fournitures. Les coûts conventionnels associés au départ en retraite courant 2014 d'une de nos collègues ont été intégralement provisionnés.

Pour conclure sur les orientations financières 2014 et années suivantes, l'exercice d'austérité que nous menons depuis 5 ans ne pourra pas être poussé beaucoup plus loin à périmètre constant, en particulier si l'AG nous engage vers la numérisation progressive de certaines de nos activités, qui va entraîner des dépenses (par exemple pour l'animation de nos communautés virtuelles), tout comme l'émergence éventuelle d'un futur pôle ESS, ou celle d'une « usine à projets » en collaboration avec l'ENIT. Pour rester raisonnable au niveau des effectifs, la possibilité de telles transformations passe avant tout par la formation et la motivation du personnel actuel, en même temps qu'un recours accru à la sous-traitance dans des domaines tels que l'intelligence économique, ou l'accompagnement d'affaires.

Les résultats, mais aussi les besoins pour l'animation du Projet de Territoire vont eux aussi faire apparaître de nouveaux besoins qui rendent nécessaire une réflexion d'ensemble sur nos moyens.



HAUTES-PYRENEES

C

D

D

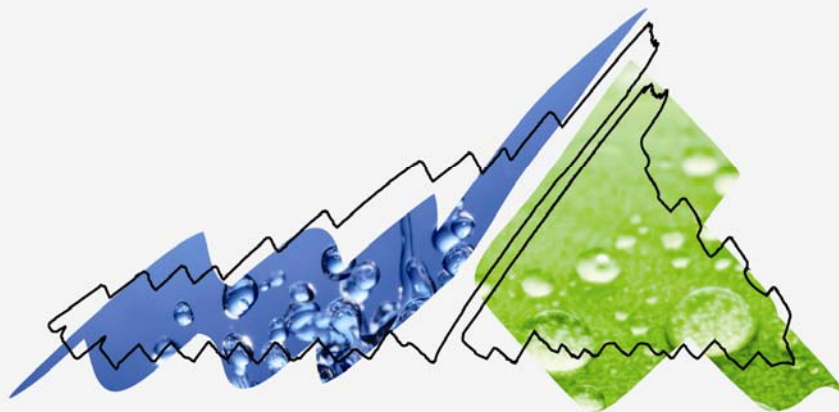
E

ORIENTATIONS 2014



Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr

- 1- **Consolider le fonds de prêts Initiative Bigorre** par l'intégration de nouveaux partenaires (Midi -Pyrénées Actives notamment) et le renouvellement de conventions (CDC, CEMP....), pour accorder 80 prêts d'honneur dans un montant global de 800 000€.
- 2- Compléter le financement de nos projets par le **recours aux plateformes de financement participatives** (une note plus détaillée est disponible).
- 3- Renforcer le **partenariat avec Pôle Emploi** pour renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi porteurs d'un projet de création d'entreprise.
- 4- Participer à toutes les **actions de revitalisation sur le territoire**, mettre en œuvre le fond de revitalisation mutualisé départemental, évoluer avec nos partenaires vers le champ du reclassement des salariés licenciés.
- 5- Développer le **lien culture /économie/attractivité avec le PARVIS**.
- 6- Structurer le **pôle de développement ESS**, activités non lucratives autour du DLA, avec des partenariats à nouer avec les OPCA, les Crib's, et les nouveaux acteurs financiers (plateformes de finance participative, une note plus détaillée est disponible). S'insérer dans le dispositif régional d'incubation Catalis.
- 7- Identifier les attentes des nouveaux exécutifs des **communautés de communes et d'agglomération** vis à vis du CDDE : la question de l'évolution de l'agence vers plus de services à développer pour mieux leur répondre peut être posée à leurs nouveaux exécutifs.
- 8- Poursuivre le **Projet de Territoire** et les chantiers qui en découlent (le Président du CDDE étant référent des chantiers Transfert de Technologie, Entreprises à Potentiel, Fond Stratégique Départemental).
- 9- Développer en trois étapes notre offre territoriale en direction des **entreprises et projets en phase de création**, si possible avec des contenus innovants.
- 10- Définir et organiser le nouveau périmètre des missions du **Pôle Etudes et Recherche**, compte tenu des départs (retraite ou démission) en 2014, en particulier l'Observation Touristique (avec HPTE).



HAUTES-PYRENEES

C D D E

PROJET DE BUDGET 2014



Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr

DEPENSES			RECETTES		
	2014	2013		2014	2013
1/ Charges personnel			1/ Subventions CG 65		
Salaires	580000	605000	Fonctionnement	995000	995000
Congés payés	58000	55000	<i>Décielec</i>		30000
Charges	319000	330000	Total	995000	1025000
Taxe sur les salaires	64000	66000	2/ Contributions en nature CG65		
Formation	9000	9000	Conseil Général MAD	138000	135000
Personnel mis à dispo	138000	135000	Conseil Général bâtiment	50000	50000
Stagiaires	8000		Total	188000	185000
Indemnité Départ Retraite	30000				
Total	1206000	1200000			
2/ Communication			3/ Prestations de service		
Publications	8000	10000	Etat Nacre	20000	20000
Manifestations	5000	35000	Etat DLA	22372	22372
<i>(dont Décielec 30000)</i>	7000		CDC DLA	19393	19393
Promotion	10000	5000	CG65 RSA	148000	148000
Publicité	5000	5000	FEDER BI	15000	15000
Total	35000	55000	Total	224765	224765
3/ Etudes-Recherche-Expertise			4/ Subventions dédiées		
Accompagnement RSA	40000	40000	Ingénieries DLA	61260	61260
Etudes(DLA ind/coll)	61260	61260	Total	61260	61260
Prestations(autres études)	11860	11860			
Total	113120	113120			

4/ Frais généraux

Locaux	5000	5000
Servitudes(eau élect gaz)	4300	4000
Affranchissements	7000	7000
Télécommunications	12000	12000
Documentation	10000	10000
Honoraires	10000	10000
Fournitures	19000	19000
Entretien véhicules	2000	3000
Entretien autres	1000	1000
Impôts et taxes	200	200
Assurances gles	2500	3000
Assurances /prêts(oseo)	6000	6000
Total	124000	125200

5/ Représentation, voyages, déplacements

Déplacements	16000	22000
Missions/congrès	3000	3000
Réception	4000	4000
Carburant	8000	11000
Total	31000	40000

6/ Vie associative

Cotisations/Adhésions	10000	10000
Organisations	5000	5000
Total	15000	15000

5/Autres produits

Subvention CAF	10000	15145
FR refacturés	1196	1196
Formation Enit		1256
Cotis. ex-bénéficiaires		4000

Total **11196** **21597**

6/ Reprises

Risques/Charges sur provisions prêts	80000	3000
	30000	90000

Total **110000** **93000**

8/ Produits financiers

	25000	20000
--	--------------	--------------

Total **25000** **20000**

9/ Contrib. privées

	25000	25000
--	--------------	--------------

Total **25000** **25000**

7/ Amortissements et provisions

Véhicules	8000	9000
Autres matériels	4000	4000
Logiciels	9000	5000
Provisions /charges	10000	9000
Dotations /prêts	80000	75000

Total **111000** **102000**

8/ Charges financières

Interêts d'emprunts	0	0
Frais bancaires	5000	6000

Total **5000** **6000**

9/ Résultat **101** **-698**

Total
dépenses

1640221,00	1655622,00
-------------------	-------------------

Total recettes

1640221,00	1655622,00
-------------------	-------------------

Nos compétences et nos missions

◆ ACCOMPAGNER

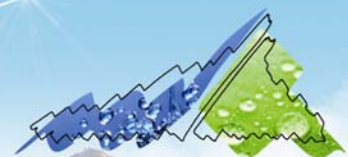
Accompagner les porteurs de projets dans la création, la reprise ou le développement de leur entreprise quelle que soit leur origine. Apporter des solutions concrètes.

◆ INNOVER

- Validation technique et mise en relation avec les laboratoires de recherche publics et privés.
- Mises en oeuvre de moyens méthodologiques et financiers dédiés aux projets innovants.

◆ ANIMER

Animer les différents réseaux d'excellence présents dans le département : les pôles de compétitivité, la recherche et le transfert de technologie (CERMAC, PRIMES, AGROMAT, PIC ...).



HAUTES-PYRENEES
C D D E

5 rue Gaston Dreyt - 65000 TARBES
Tél. : 05 62 56 79 65 - Fax : 05 62 56 79 66
Mail : cdde@cg65.fr

Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr